

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 13/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GONDRAND FRERES**

ZI de la Rouge porte  
rue de la Cavale Rouge  
59250 Halluin

Références : 2023\_GONDRAND FRERES\_HALLUIN  
Code AIOT : 0007004213

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement GONDRAND FRERES (ex SIL) implanté ZI de la Rouge porte rue de la Cavale Rouge 59250 Halluin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GONDRAND FRERES (ex SIL)
- ZI de la Rouge porte rue de la Cavale Rouge 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007004213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GONDRAND FRERES est commissionnaire de transport de marchandises générales. Elle possède une quarantaine d'agences en France.

Le site d'Halluin a été repris par GONDRAND FRERES depuis le 1er septembre 2023. L'activité démarre progressivement sur le site. A terme, le site emploiera 30 personnes dont 20 dans les bureaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels dans un entrepôt : état des stocks, défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Sans objet
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Sans objet
5	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
7	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a réalisé une visite du site de GONDRAND situé à HALLUIN le 16 novembre 2023 sur la thématique "Entrepôt". Il a été réalisé un contrôle sur la situation administrative du site, au niveau de l'état des stocks et sur les moyens de défense incendie. Il n'a pas été relevé de non-respect des prescriptions réglementaires.

L'exploitant a repris le site depuis le 1er septembre 2023. L'activité démarre progressivement et la structure se met en place. L'état des stocks et des études sont en cours de finalisation et les

contrats avec les prestataires de contrôle des équipements de sécurité s'établissent.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments suivants :

- les derniers rapports de vérifications des RIA et du système d'extinction automatique incendie.
- l'étude Flumilog
- la justification des besoins en eau incendie et les mesures de débit en simultanée des hydrants

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques
<b>Constats :</b> L'activité démarre progressivement et n'a pas encore atteint sa cadence normale.  L'exploitant a repris le site depuis le 1er janvier 2023 et a présenté à l'inspection l'accusé de réception de la demande de changement d'exploitation déposé en préfecture du Nord le 04/09/2023.  Le bâtiment, d'un volume global de 154 220 m <sup>3</sup> , est constitué 3 cellules de stockage de surface unitaire : - Cellule A : 4532 m <sup>2</sup> . - Cellule B : 4511 m <sup>2</sup> . - Cellule C : 5506 m <sup>2</sup> . L'entrepôt de 3 cellules constitue un seul et unique IPD. L'entrepôt possède également une partie bureaux (318 m <sup>2</sup> ) et un local de charge (192 m <sup>2</sup> ).  Par arrêté préfectoral du 30 mars 2009 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 14 octobre 2011 :  1. l'établissement est enregistré au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n° : -1510-1 (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts)  2. L'établissement est autorisé au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement n° : -1530-1 (dépôt de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues) - 1532 (Bois ou matériaux combustibles analogues) - 2663-1.a (Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc) - 2663-2.a (Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères dans les autres cas et pour les pneumatiques)  Les volumes autorisés classent l'établissement à enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un état des matières stockées. L'exploitant indique à l'inspection que l'état des stocks est en cours de construction et qu'une version finalisée reprendra les remarques de l'inspection.  Cet état est très réduit compte tenu de l'activité encore limitée depuis la reprise de l'entrepôt début septembre par l'exploitant.  L'exploitant ne prévoit pas de stockage de matières dangereuses mais uniquement en transit. La mise à jour est réalisée de manière quotidienne et l'état des stocks est accessible numériquement à distance.
<b>Observations :</b> La mise en place de l'état des stocks n'est pas totalement finalisée depuis le changement d'exploitant début septembre. L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"><li>- accompagner l'état des stocks d'un plan des zones de stockage</li><li>- accompagner l'état des stocks des FDS si des matières dangereuses sont stockées</li><li>- prévoir un inventaire physique au moins une fois par an.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b> La version de l'état de stocks présentée à l'inspection fournit par rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le client, la quantité (en nombre de palette), l'emplacement et la nature du produit.  L'inspection constate qu'il n'est pas stocké de matières dangereuses le jour de l'inspection. L'état des stocks indique du vin, ce qui a été confirmé sur le terrain.
<b>Observations :</b> Dans le cadre de l'élaboration de la version finale de l'état des stocks, l'inspection demande à l'exploitant de veiller à faire figurer pour les matières dangereuses si celles-ci sont amenées à être stockées, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b> Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à

cette fin.
<b>Constats :</b> L'état des stocks présenté répond à cet objectif.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<b>Constats :</b> <p>Sur le terrain, l'inspection a constaté que</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les cellules de stockage sont équipées d'une détection incendie par le biais du système d'extinction automatique.</li><li>- Une mezzanine est présente dans la cellule A. Celle-ci est bien équipée, en plus du système d'extinction automatique, d'un système de détection dédié et adapté.</li><li>- Les bureaux sont équipés d'une détection incendie par le biais du système d'extinction automatique et de détecteurs de fumée.</li></ul> <p>La détection est à transmission de l'alarme à l'exploitant via une centrale incendie et une télésurveillance 24h/24h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :  a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.  - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;  - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.  L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.  L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.  Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est

renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

**Constats :**

L'inspection a constaté que l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie :

- de 2 hydrants : l'un en face du site et l'autre situé à environ 240 m du bâtiment avenue de Lauwe ;
- des extincteurs et des RIA répartis à l'intérieur de l'entrepôt ;
- de 2 bassins pour la défense incendie pour un total de 720 m<sup>3</sup> ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie alimenté par 2 réserves d'eau de 500 m<sup>3</sup> chacune.

L'exploitant a repris l'entrepôt depuis le 01/09/2023, et donc de nouveaux contrats ont été signés avec les bureaux de contrôle et certaines vérifications étaient en cours le jour de l'inspection :

- les RIA ont été contrôlés le 08/11/23 par AAI. L'exploitant n'a pas reçu le rapport le jour de l'inspection.

- Le contrat pour les extincteurs a été signé avec LST le 01/09/23. La vérification a été réalisée le 07/04/23 par l'ancien exploitant.

- Le contrat pour le système d'extinction automatique d'incendie a été signé le 01/09/23 avec AAI. La vérification n'a pas été réalisée au jour de l'inspection.

L'inspection a demandé à l'exploitant de mettre à jour les besoins en eau incendie en justifiant ceux-ci par le calcul selon le guide technique D9 du CNPP et par une mesure du débit en simultané des hydrants.

**Observations :**

Post - inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande pour le calcul des besoins en eaux incendie auprès du Bureau Veritas et il a indiqué qu'il n'avait pas reçu le devis pour les mesures de débit demandé auprès de ILEO.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.  Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a repris le site depuis le 1er septembre 2023. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté d'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. L'inspection a proposé à l'exploitant de se rapprocher du précédent exploitant et si nécessaire de faire réaliser la dite étude.
<b>Observations :</b> Post inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis, signé par l'exploitant le 24/11/2023, pour la réalisation d'une étude Flumilog afin de modéliser les flux thermiques émis en cas d'incendie sur le site. Le bureau d'études en charge de la modélisation est le Bureau Veritas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite